

Pour l'uniforme à l'école, chacun fait ce qu'il lui plaît

L'Opinion a eu accès au « guide » adressé aux collectivités pour lancer l'expérimentation voulue par Gabriel Attal **Page 6**

L'Opinion a eu accès au « guide » adressé aux collectivités pour lancer l'expérimentation

Pour l'uniforme à l'école, chacun fait ce qu'il lui plaît

Modes et travaux

Gabriel Attal doit préciser dans les prochains jours son plan pour « une tenue vestimentaire commune » qui devrait être testée courant 2024 par plusieurs collectivités.

Marie-Amélie Lombard-Latune

LA LIBERTÉ POUR LA TENUE VESTIMENTAIRE commune. C'est le sens du « guide » envoyé vendredi dernier par l'Education nationale aux collectivités qui se lancent dans l'expérimentation. Pas moins de quatre pages pour détailler « l'accompagnement à la mise en œuvre d'une tenue vestimentaire commune dans les écoles, les collèges et les lycées publics volontaires » dont l'Opinion a pris connaissance.

« Cette démarche vise en tout premier lieu à renforcer la cohésion entre élèves et à améliorer le climat scolaire », explique le document. C'est en tout cas l'ambition de Gabriel Attal qui a choisi d'accélérer sur un projet dans les cartons depuis plus d'un an.

Parmi les candidats figurent les villes de Tourcoing, Reims, Nice et Perpignan, les départements de l'Allier et des Alpes-Maritimes pour les collèges, et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Laïcité. Les « modalités de mise en œuvre » sont détaillées. Sera mis à disposition « un trousseau dont la composition est déterminée

localement et au cas par cas », chaque collectivité territoriale passant son propre marché.

Nom de l'établissement, logo distinctif sont possibles à condition, bien sûr, de « respecter les principes de neutralité et de laïcité ». Les familles n'auront pas à supporter de coût financier, « la fourniture des trousseaux est prise en charge par les collectivités locales qui peuvent bénéficier d'un appui financier du ministère de l'Education nationale ».

A la tête de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez a déjà promis une fabrication 100% locale pour les cinq lycées qui participent à l'expérimentation, appliquant son slogan de « préférence régionale ». Trois polos et deux sweat-shirts (un bas n'est pas prévu) composeront le trousseau de sa région. L'Etat s'est engagé à prendre en charge 50% du coût dans la limite de 100 euros. « Du fait de l'appel exclusif à des prestataires régionaux, nous serons environ 20% plus cher que le coût moyen d'un trousseau estimé à environ 200 euros, mais nous nous engageons à ce que les familles n'aient rien à payer », assure le cabinet de Laurent Wauquiez.

Cet argument du « local » est aussi avancé à Nice, où quatre groupes scolaires ont été retenus « dans des quartiers extrêmement variés ». Des entreprises nationales telles que Le Slip français ont aussi été contactées par le ministère.

Gabriel Attal insiste beaucoup sur la néces-





sité d'évaluer l'expérience. A cet égard, « un protocole simple » sera mis en place pour mesurer « le bien-être des élèves et le climat scolaire (absentéisme, violences, etc.) ». Seront interrogés élèves, parents d'élèves, personnels de l'établissement. « Des chercheurs des disciplines de sciences humaines et sociales » seront aussi sollicités.

L'uniforme devient donc un objet de recherche : tout semble balisé pour que cette expérimentation ne provoque pas une levée de boucliers au sein de l'Education nationale, parmi les enseignants et les syndicats globalement hostiles à cette expérimentation. Celle-ci « permettra d'éclairer le débat », a sobrement commenté, jeudi 7 décembre dans *le Figaro*, Elisabeth Borne.

@malombard

